



# GUIDE DES OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES DU RÉPARATEUR



**Vous êtes réparateur d'équipements électriques et électroniques détenus par les ménages et vous souhaitez candidater au label QualiRépar ?**

**Assurez-vous que vous respectez bien vos obligations réglementaires !**

Ce guide récapitule vos 5 obligations de base, et vous fournit toutes les informations pratiques pour vous mettre en conformité.



# GUIDE

## DES OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES DU RÉPARATEUR

### SOMMAIRE

---

Délivrance d'un devis	3
Garantie légale de conformité et garantie commerciale	4
Habilitations électriques	6
Registre de sécurité	7
Suivi des pièces détachées	8



# DÉLIVRANCE D'UN DEVIS

## DE QUOI PARLE-T-ON ?

**Le Consommateur doit être en mesure de pouvoir comparer et ainsi choisir, en toute connaissance de cause, l'achat d'un produit ou d'un service.** Pour ce faire, le Réparateur doit remettre au Consommateur une offre de contrat sous forme d'un devis détaillé. Si cette offre est acceptée, elle devient un contrat.

## QUELLES SONT LES OBLIGATIONS ?

Conformément à la réglementation en vigueur ou sur demande du Consommateur, **le Réparateur doit remettre un devis détaillé au Consommateur.**

L'obligation vaut « quel que soit le lieu d'exécution » : autrement dit, que la réparation soit réalisée au domicile, par télé-prestation ou dans un atelier de réparation.

## QUI EST CONCERNÉ ?

**Tout Réparateur professionnel**, préalablement à la réalisation de la prestation de service de réparation pour un client.

## COMMENT SE METTRE EN CONFORMITÉ ?

**Le devis envoyé ou remis au Consommateur doit être détaillé** (main d'œuvre, pièces détachées utilisées, déplacement, etc.), **et mettre en avant la part du montant pris en charge par le Fonds Réparation.**

La mention à indiquer sur le devis est « **Soutien réparation ecosystem** » ou « **Soutien réparation Ecologic** ».



Voir l'exemple de devis dans notre Kit du candidat à la labellisation.

## QUELS SONT LES TEXTES DE RÉFÉRENCE ?

*Article L. 111-1 Code de la consommation*

*Article L. 111-2 Code de la consommation*

*Article L. 112-3 Code de la consommation*

*Article R 111-3 Code de la consommation*

*Article L. 131-5 Code de la consommation*

*Arrêté du 24 janvier 2017 relatif à la publicité des prix des prestations de dépannage, de réparation et d'entretien dans le secteur du bâtiment et des équipements de la maison (JORF du 18 janvier 2017): Articles 2 et 4*

Ces textes à jour sont disponibles sur le site public [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr).



# GARANTIE LÉGALE DE CONFORMITÉ ET GARANTIE COMMERCIALE

## DE QUOI PARLE-T-ON ?

### La garantie légale de conformité

C'est une garantie que doit obligatoirement offrir le vendeur de certaines catégories de biens. Cette garantie couvre tout défaut de conformité d'un bien constaté jusqu'à 2 ans après l'achat. Le consommateur a alors droit, soit à la réparation du bien, soit à son remplacement sans frais dans un délai de 30 jours.

### La garantie commerciale

Elle doit être distincte de la garantie légale de conformité mentionnée ci-dessus. Cette garantie commerciale relève en principe de la volonté du vendeur de faire un geste commercial au bénéfice de ses clients. Toutefois, dans certains cas, une durée minimum de garantie commerciale peut être imposée au vendeur.

## QUELLES SONT LES OBLIGATIONS ?

### Pour la garantie légale de conformité :

tout document de facturation doit porter la mention de cette garantie.

### Pour la garantie commerciale :

tout réparateur qui souhaite être labellisé **QualiRépar** doit fournir une garantie commerciale d'au minimum 3 mois sur son opération de réparation au bénéfice de ses clients. Il doit en faire mention sur ses factures.

## QUI EST CONCERNÉ ?

Pour la garantie légale de conformité,  
**c'est le vendeur de catégories de biens suivantes** qui est concerné :

- les appareils électroménagers ;
- les équipements informatiques ;
- les produits électroniques grand public ;
- les appareils de téléphonie ;
- les appareils photographiques ;
- les appareils dotés d'un moteur électrique ou thermique, destinés au bricolage ou au jardinage ;
- les jeux et jouets, y compris les consoles de jeux vidéo ;
- les articles de sport ;
- les montres et produits d'horlogerie ;
- les articles d'éclairage et luminaires ;
- les lunettes de protection solaire ;
- les éléments d'ameublement.

Les pièces détachées fournies « à titre accessoire » dans le cadre d'un contrat de services de réparation ne sont pas en soi couvertes par cette garantie.

Pour la garantie commerciale de 3 mois minimum,  
**c'est le réparateur labellisé QualiRépar** qui est concerné.

## COMMENT SE METTRE EN CONFORMITÉ ?

Le Réparateur doit offrir une garantie commerciale de 3 mois minimum sur la réparation effectuée et informe le consommateur de la nature des garanties accordées à ce titre, conformément aux dispositions légales (cf. Annexe 1).

En cas de réparation supportée par le Fonds Réparation avec ou sans changement de pièces, la garantie de 3 mois ci-dessus s'applique sur l'opération de réparation.

## QUELS SONT LES TEXTES DE RÉFÉRENCE ?

Art. L. 217-21 Code de la consommation / Art. L. 217-22 Code de la consommation /  
Art. L. 217-26 Code de la consommation / Art. L. 217-28 Code de la consommation /  
Art. D.211-1 Code de la consommation / Art. R.541-150 Code de l'environnement.  
Ces textes à jour sont disponibles sur le site public [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr).



# HABILITATIONS ÉLECTRIQUES

## DE QUOI PARLE-T-ON ?

L'habilitation est la reconnaissance, par l'employeur, de la capacité d'une personne placée sous son autorité à accomplir les tâches qui lui sont confiées en sécurité vis-à-vis du risque électrique.

## QUELLES SONT LES OBLIGATIONS ?

L'habilitation électrique est une exigence réglementaire pour tous les travailleurs qui effectuent des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage. Elle nécessite une formation préalable. Avant d'être habilité, l'employé doit avoir été formé et avoir été déclaré apte par le médecin du travail.

## QUI EST CONCERNÉ ?

**Les employés** qui effectuent les opérations suivantes doivent avoir leur habilitation délivrée par leur employeur :

- sur ou au voisinage des installations électriques en exploitation ;
- sur des installations en construction au voisinage d'autres installations en exploitation. L'habilitation électrique concerne les réparateurs disposant d'un contrat de travail et donc soumis aux dispositions du Code du travail.

**Les travailleurs indépendants, les auto-entrepreneurs et les employeurs ne peuvent pas s'auto-habiler.**

## COMMENT SE METTRE EN CONFORMITÉ ?

**Le Réparateur concerné doit vérifier que ses employés ont bien été habilités et disposent d'une habilitation à jour.**

N'étant pas liés par un contrat de travail, les travailleurs indépendants ne sont en principe pas soumis aux dispositions du Code du travail. Les réparateurs indépendants vérifieront cependant qu'ils disposent des attestations de formation adéquates à l'exercice de leur métier dans le cadre de la labellisation QualiRépar.

## QUELS SONT LES TEXTES DE RÉFÉRENCE ?

*Art.R.4544-9 Code du travail*: L'habilitation s'appuie sur les dispositions du Code du travail et sur les règles techniques de la norme française NFC 18-510 de janvier 2012 « Opérations sur les ouvrages et installations électriques et dans un environnement électrique - Prévention du risque électrique ».

Ces textes à jour sont disponibles sur le site public [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr).



# REGISTRE DE SÉCURITÉ

## DE QUOI PARLE-T-ON ?

Le **Registre Unique de Sécurité Incendie** est un document qui indique la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'évacuation aux équipes et au public présents sur site. Il permet à chacun de se tenir informé des règles de sécurité incendie et de recenser l'ensemble du matériel de lutte contre l'incendie présent dans l'établissement, pour veiller à une maintenance régulière.

En cas de problème important (accident, incendie avec blessés ou victimes), il s'agit du premier document que saisisrait la justice pour contrôler si les mesures de sécurité étaient bien appliquées.

## QUELLES SONT LES OBLIGATIONS ?

**Le registre de sécurité doit comporter les renseignements suivants :**

- les contrôles et observations de la commission de sécurité ;
- les adresses utiles ;
- les personnels chargés du service incendie ;
- l'instruction des personnels ;
- l'inventaire des matériels ;
- les vérifications des moyens de secours ;
- les exercices périodiques contre l'incendie ;
- les vérifications périodiques prescrites par le règlement: construction, installations électriques, éclairage, gaz, chauffage, désenfumage, cuisson, détection incendie ;
- les consignes générales et particulières ;
- les exercices d'évacuation ;
- les travaux d'aménagement et de transformation etc.

Il doit être impérativement et obligatoirement tenu à jour.

## QUI EST CONCERNÉ ?

Le Registre Unique de Sécurité Incendie est obligatoire pour les établissements recevant du public (E.R.P), les établissements recevant des travailleurs et les immeubles d'habitation.

## COMMENT SE METTRE EN CONFORMITÉ ?

**Le Réparateur doit vérifier qu'il dispose d'un registre de sécurité, et que celui-ci est tenu à jour.**



Voir l'exemple de registre de sécurité dans notre Kit du candidat à la labellisation.

## QUELS SONT LES TEXTES DE RÉFÉRENCE ?

*Art.R.143-1 à R.143-47 Code de la construction et de l'habitation*

Ces textes à jour sont disponibles sur le site public [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr).



## SUIVI DES PIÈCES DÉTACHÉES

### DE QUOI PARLE-T-ON ?

Un produit (dans ce cas les pièces détachées) mis sur le marché de l'Union européenne doit répondre à un certain nombre de prescriptions relatives à la sécurité et à la santé des personnes.

### QUELLES SONT LES OBLIGATIONS ?

Tout réparateur employant des pièces détachées est tenu de disposer d'informations suffisantes quant à la conformité de ces pièces et, en cas de non-conformité, de cesser de les employer et d'informer ses fournisseurs et les consommateurs auxquels il a délivré son service.

La preuve la plus usuelle de cette conformité est le marquage «CE» et, en l'absence, la conformité aux exigences de sécurité générale fixées à l'article 3 de la Directive sur la sécurité générale des produits de l'Union européenne (DGSP).

### QUI EST CONCERNÉ ?

Il appartient avant tout au fabricant de pouvoir justifier de cette conformité. Mais il appartient également à l'importateur, au distributeur et au réparateur de veiller à cette conformité. Ils pourront être sollicités par les autorités de contrôle telle que la Direction Générale de la concurrence, de la consommation et la répression des fraudes (DGCCRF).

### COMMENT SE METTRE EN CONFORMITÉ ?

Le Réparateur doit vérifier et être en mesure de justifier auprès des autorités de surveillance compétentes que les pièces qu'il incorpore lors de ses opérations de réparation – quelle qu'en soit l'origine et quel que soit l'opérateur auprès duquel il les a acquises – n'induisent pas de risques de sécurité, n'affectent pas le bon fonctionnement et la performance de l'appareil, ou ne nuisent pas à son insertion dans l'environnement où il est placé quand il fonctionne.

À ce titre, les informations minimales suivantes sont disponibles : connaissance par le Réparateur de l'identité du vendeur des pièces, de l'identité du fabricant de ces pièces, éléments fournis par le fabricant et/ou le distributeur pour attester de la conformité aux réglementations européennes, factures.

En cas d'utilisation de pièce détachée d'occasion : le Réparateur est en mesure d'indiquer la provenance de la pièce et si elle est issue de l'économie circulaire (pièce reconditionnée). Il peut obtenir auprès du fabricant de l'appareil sur lequel la pièce a été prélevée ou auprès du fabricant de la pièce elle-même, en cas de besoin, une preuve de conformité de la pièce et/ou une assurance de sa compatibilité avec l'appareil à réparer.

### QUELS SONT LES TEXTES DE RÉFÉRENCE ?

Art. L. 411-1 Code de la consommation

Art. L. 411-2 Code de la consommation

Art. L.421-1 et suivants du Code de la consommation

La Directive européenne 2001/95/CE relative à la Sécurité Générale des Produits dite « DSGP ».

Ces textes à jour sont disponibles sur le site public [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr).